

**Point de presse de la porte-parole -  
Journée internationale pour la  
liberté de la presse/Déclaration de  
M. Jean-Yves Le Drian - ETA -  
Syrie/OIAC - Territoires  
palestiniens  
(Paris, 03 mai 2018)**

Au point de presse de ce jour, la porte-parole a fait les déclarations et répondu aux questions suivantes :

1 - Journée internationale pour la liberté de la presse - Déclaration de M. Jean-Yves Le Drian (3 mai 2018)

A l'occasion de la journée internationale pour la liberté de la presse, je tiens à rendre hommage aux journalistes tués à Kaboul le 30 avril 2018, dont Shah Marai, photographe de l'AFP.

Je salue le courage de ceux qui, souvent au péril de leur vie, continuent à travailler pour permettre de nous informer.

En ce jour, la France s'associe avec l'Allemagne à l'occasion de la déclaration conjointe suivante :

"En cette journée mondiale de la liberté de la presse, la France et l'Allemagne réaffirment leur engagement commun, constant et déterminé, en faveur de la liberté de la presse, de la liberté d'expression et de la protection des journalistes, partout dans le monde - y compris sur internet.

Le pluralisme des médias, le droit d'informer ou d'être informé et la capacité à exprimer des points de vue critiques sont essentiels au débat démocratique. A cet égard, les journalistes, les travailleurs des médias et les blogueurs sur les réseaux sociaux occupent une fonction essentielle.

Ils sont des plus en plus menacés - y compris en Europe. Il est de notre devoir de saluer le courage de ces hommes et femmes et de lutter contre ceux qui cherchent à faire taire leurs voix par la force, la menace ou le discrédit. Il n'est pas acceptable que des journalistes soient, en raison de leur profession, visés et assassinés. En exerçant leur métier, c'est notre liberté qu'ils défendent. La défense de ces principes et la protection des journalistes dans l'exercice de leur

métier est une priorité.

Nos deux pays travaillent en ce sens. Nous continuerons à promouvoir le droit de chacun à la liberté d'opinion et la liberté d'expression comme garanti par l'article 19 de la Déclaration universelle des droits de l'Homme de 1948. Nous sommes mobilisés au sein des Nations unies pour défendre cette liberté fondamentale et lutter contre l'impunité de ceux qui la bafouent. Nous avons activement soutenu l'adoption par l'Assemblée générale des Nations unies de la résolution sur la protection des journalistes, qui, cette année, met en exergue la situation des femmes journalistes et vise à assurer un suivi renforcé par le secrétaire général des Nations unies.

Nous appelons à la pleine mise en oeuvre des résolutions 1738 adoptée le 23 décembre 2006 et 2222 adoptée le 27 mai 2015 par le Conseil de sécurité sur la protection des journalistes dans les conflits armés."

## 2 - ETA

Q - Quelle est votre réaction à l'annonce de la dissolution de l'organisation séparatiste basque ETA ?

R - Mme Nathalie Loiseau s'est exprimée ce matin sur le sujet à Madrid, où elle effectue actuellement un déplacement.

Nous pensons avant tout aux nombreuses victimes de l'ETA et à leurs proches. Nous attendons désormais la matérialisation de l'annonce de sa dissolution, notamment la remise de ses dernières armes.

Si elle est confirmée, cette annonce marquera un succès majeur de la coopération franco-espagnole en matière de lutte contre le terrorisme, dont l'exemplarité témoigne de l'excellence de notre relation bilatérale.

Nous devons rester vigilants et ne pas relâcher nos efforts contre toutes les menaces terroristes.

## 3 - Syrie - OIAC

Q - Pouvez-vous commenter les déclarations du ministre russe des affaires étrangères Lavrov qui a indiqué à la presse italienne que la Russie espère que l'Organisation pour l'interdiction

des armes chimiques (OIAC) effectue une enquête indépendante des événements à Douma avec la participation des experts des USA et de la France?

R - Une enquête de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques est en cours sur l'attaque chimique qui a eu lieu à Douma le 7 avril 2018. Elle est menée en parfaite indépendance.

L'OIAC a pour mission d'établir les faits et la nature de l'agent chimique utilisé. Elle applique des méthodes scientifiques d'une grande technicité et d'une grande rigueur que nous avons saluées en de multiples occasions. La mission n'a pas pour mandat d'identifier les responsables de cette attaque: seul le mécanisme d'enquête conjoint des Nations unies et de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (JIM) le pouvait, mais son mandat n'a pas été renouvelé en raison de l'opposition de la Russie au Conseil de sécurité des Nations unies.

La rigueur des méthodes et l'expertise des agents de l'OIAC sont incontestables. Il est essentiel que l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques puisse avoir un accès complet, immédiat et sans entrave à toutes sources d'information, qu'il s'agisse de sites à visiter, de personnes à interroger ou de documents à consulter.

La France rappelle son engagement contre l'impunité de l'utilisation des armes chimiques. Elle préside actuellement le partenariat international qui fournit les éléments utiles aux enquêtes internationales en cours et qui travaille également à compléter les listes des personnes et entités impliquées dans l'utilisation d'armes chimiques. La France organisera très prochainement une nouvelle réunion des Etats membres de ce partenariat pour continuer à lutter contre l'emploi des armes et démontrer la pleine mobilisation des Etats partenaires en ce sens.

#### 4 - Territoires palestiniens

Q - Dans son discours le 30 avril, le président palestinien a déclaré que les Juifs vivant en Europe avaient subi des massacres tous les dix à quinze ans dans certains pays à partir du XIème siècle jusqu'à l'Holocauste et a indiqué que la haine des Juifs n'était pas liée à leur religion mais à leur activité sociale, que le problème auquel les Juifs ont été confrontés en Europe étaient dues à leurs activités, à cause de l'usure et des banques. Avez-vous une réaction à ces déclarations ?

R - La France partage l'émotion suscitée par ces propos du président Abbas. Nous les déplorons et considérons qu'ils sont à la fois faux, malheureux et inopportuns.

La France appelle chacun à agir dans un esprit de paix et de dialogue, afin de créer les conditions nécessaires à une paix juste et durable entre Israéliens et Palestiniens. Ceci nécessite la plus grande responsabilité dans l'expression publique de chacune des parties.

La France rappelle sa condamnation la plus ferme de l'antisémitisme, sous toutes ses formes, ainsi que sa détermination à lutter sans relâche contre ce fléau./.